

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 NOVEMBRE 1912.

Projet de loi approuvant la Convention consulaire conclue, le 21 août 1911,
entre la Belgique et la République de Bolivie.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre aux délibérations des Chambres le projet de loi ci-joint, approuvant la Convention consulaire conclue le 21 août 1911 entre la Belgique et la République de Bolivie.

Ainsi que le constatait l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de loi analogue dont la précédente Législature avait été saisie, la Convention dont il s'agit a pour objet de déterminer d'une manière positive les droits, privilèges et immunités des agents consulaires des Parties contractantes, ainsi que les obligations auxquelles ils seront soumis dans les deux pays; elle est conforme aux arrangements de l'espèce intervenus avec d'autres États en ces dernières années.

J'ai la confiance, Messieurs, que l'acte du 21 août 1911 rencontrera votre approbation.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.

Projet de loi approuvant la Convention consulaire conclue, le 21 août 1911, entre la Belgique et la République de Bolivie.

Wetsontwerp goedkeurende de Consulaire Overeenkomst, op 21 Augustus 1911 tusschen België en de Republiek Bolivia gesloten.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention consulaire conclue, le 21 août 1911, entre la Belgique et la République de Bolivie sortira son plein et entier effet.

Donné à Ciergnon, le 10 novembre 1912.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet voor te leggen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De op 21^e Augustus 1911 tusschen België en de Republiek Bolivia gesloten Consulaire Overeenkomst zal hare volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Ciergnon, den 10 November 1912.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.

Le Ministre de la Justice,

H. CARTON DE WIART.

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

De Minister van Justitie,

CONVENTION

CONVENTION

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES

et

**SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE
BOLIVIE,**

également animés du désir de déterminer avec toute l'extension et la clarté possibles les droits, privilèges et immunités réciproques des agents consulaires respectifs, ainsi que leurs fonctions et les obligations auxquelles ils seront soumis dans les deux pays, ont résolu de conclure une convention consulaire et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. CHARLES LE VIONNOIS, Chargé d'affaires de Belgique près le Gouvernement de Bolivie ;

**SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE
BOLIVIE :**

S. E. M. le Docteur CLAUDIO PINILLA, Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye, Ministre d'État au département des Relations Extérieures,

Lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Chacune des Hautes Parties contractantes consent à admettre des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans tous les ports, villes et places, excepté dans les localités où il y aurait inconvénient à admettre de tels agents.

Cette réserve, toutefois, ne sera pas appliquée à l'une des Hautes Parties contractantes sans l'être également à toute autre Puissance.

ART. 2.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des deux Hautes Parties contractantes jouiront réciproquement dans les

CONVENCION.

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS

y

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPUBLICA DE BOLIVIA,

animados igualmente del deseo de determinar con toda la extensión y la claridad posibles, los derechos, privilegios é inmunidades reciprocas de los Agentes Consulares de sus respectivos países, así como sus funciones y las obligaciones á las cuales estarán sometidos, han resuelto concluir una Convencion Consular y han nombrado sus Plenipotenciarios, á saber :

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS,

al señor CARLOS LE VIONNOIS, Encargado de Negocios de Bélgica ante el Gobierno de Bolivia;

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPUBLICA DE BOLIVIA,

al Excmo. Señor doctor don Claudio PINILLA, Miembro de la Corte Permanente de Arbitraje de la Haya, Ministro de Estado en el Despacho de Relaciones Exteriores,

Los cuales, después de haber cambiado sus plenos poderes respectivos, que hallaron en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes :

ART. 1.

Cada una de las Altas Partes Contratantes consiente en admitir Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes consulares en todos los puertos, ciudades y lugares, excepción hecha de las localidades en donde hubiere inconveniente para admitir á tales agentes.

Sin embargo, esta reserva no será aplicada á una de las Altas Partes Contratantes, sin serlo igualmente á cualquiera otra Potencia.

ART. 2.

Los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes Consulares de cada una de las dos Altas Partes contratantes gozarán reciprocamente en

Etats de l'autre, de tous les privilèges, exemptions et immunités dont jouissent les agents du même rang et de la même qualité de la nation la plus favorisée. Lesdits agents, avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir des immunités qui y sont attachées, devront produire une commission dans la forme établie par les lois de leurs pays respectifs. Le Gouvernement territorial de chacune des deux Hautes-Parties contractantes leur délivrera, sans aucuns frais, l'exequatur nécessaire à l'exercice de leurs fonctions, et l'exequatur obtenu, ils jouiront des droits, prerogatives et immunités accordés par la présente Convention.

ART. 3.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, citoyens de l'Etat qui les a nommés, ne pourront être arrêtés préventivement que dans le cas de crime, qualifié et puni comme tel par la législation locale; ils seront exempts du logement militaire, de tout service tant dans l'armée régulière de terre ou de mer, que dans la garde nationale ou civique ou milice; ils seront de même exempts de toutes les contributions directes au profit de l'Etat, des provinces ou des communes, et dont la perception se fait sur des listes nominatives, à moins qu'elles ne soient imposées à raison de la possession de biens immeubles ou sur les intérêts d'un capital employé dans l'Etat où lesdits agents exercent leurs fonctions. Cette exemption ne pourra cependant pas s'appliquer aux consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires qui exerceraient une profession, une industrie ou un commerce quelconque, lesdits agents devant, en ce cas, être soumis au paiement des taxes dues par tout autre étranger dans les mêmes conditions.

ART. 4.

Quand la justice de l'un des deux pays aura quelque déclaration juridique ou déposition à recevoir d'un consul général, d'un consul, d'un vice-consul ou d'un agent consulaire, citoyen de l'Etat qui l'a nommé et n'exerçant aucun commerce, elle l'invitera par écrit à se présenter devant elle, et, en cas d'empêchement, elle devra lui demander son témoignage par écrit, ou se transporter à sa demeure ou chancellerie pour l'obtenir de vive voix.

Ledit agent devra satisfaire à cette demande dans le plus bref délai possible.

ART. 5.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront placer au-dessus de la porte extérieure de leurs chancelleries un écusson aux armes de leur nation, avec une inscription portant ces mots :

los Estados de la otra, de todos los privilegios, exenciones é inmunidades de que gozan los agentes del mismo rango y de la misma calidad de la nación más favorecida. Dichos agentes, antes de ser admitidos al ejercicio de sus funciones y de gozar de las inmunidades que les son inherentes, deberán presentar una Patente en la forma establecida por las leyes de sus respectivos países. El Gobierno territorial de cada una de las dos Altas Partes Contratantes extenderá, sin gasto alguno, el exequatur necesario para el ejercicio de sus funciones, y obtenido el exequatur, gozarán de los derechos, prerogativas é inmunidades acordadas por la presente Convención.

ART. 3.

Los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes Consulares, ciudadanos del Estado que los ha nombrado, no podrán ser arrestados preventivamente sinó en el caso de crimen, calificado y castigado como tal por la legislación local; estarán exceptuados del atojamiento militar y de todo servicio, tanto en el ejército regular de tierra ó de mar, como en la guardia nacional, civil ó en las milicias. Estarán también exentos de todas las contribuciones directas en beneficio del Estado, de las provincias ó de los municipios, y cuya percepción se efectúa por medio de listas nominales, á menos que ellas sean impuestas por razón de la posesion de bienes inmuebles ó sobre los intereses de un capital empleado en el Estado en que dichos agentes ejercen sus funciones. Esta exención no podrá, sin embargo, aplicarse á los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules á Agentes Consulares que desempeñen una profesión, industria ó un comercio cualquiera; debiendo dichos Agentes estar sujetos en este caso, al pago de los impuestos fijados para los demás extranjeros que se hallen en las mismas condiciones.

ART. 4.

Cuando la Justicia de uno de los dos países tenga que recibir una declaración judicial ó deposición de un Cónsul General, Cónsul, Vice-Cónsul ó de un Agente Consular ciudadano del Estado que lo ha nombrado y que no ejerza ningún comercio, lo invitará por escrito á presentarse ante ella, y en caso de impedimento le demandará su declaración por escrito ó se trasladará á su habitación ó cancillería para obtenerla de viva voz.

El indicado Agente deberá satisfacer esta solicitud en el más breve término posible.

ART. 5.

Los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes Consulares podrán colocar sobre la puerta exterior de sus cancelerías un escudo de armas de su nación con una inscripción que lleve estas palabras : « Consu-

consulat général, consulat, vice-consulat ou agence consulaire de Belgique ou de Bolivie.

Ils pourront aussi y arborer le drapeau de leur nation, excepté dans la capitale du pays s'il s'y trouve une légation. Ils pourront de même arborer le pavillon national sur le bateau qu'ils monteront dans le port pour l'exercice de leurs fonctions.

ART. 6.

Les chancelleries consulaires seront en tout temps inviolables. Les autorités locales ne pourront les envahir sous aucun prétexte. Elles ne pourront, dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui y seront enfermés. Les chancelleries consulaires ne sauraient, dans aucun cas, servir de lieux d'asile, et si un agent du service consulaire est engagé dans d'autres affaires, les papiers se rapportant au consulat seront tenus séparément.

ART. 7.

En cas de décès, d'empêchement ou d'absence des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, leurs chanceliers ou secrétaires, après que leur caractère officiel aura été notifié au Ministère des Affaires Étrangères en Belgique ou au Ministère des Affaires Étrangères en Bolivie, seront de plein droit admis à gérer, *par interim*, les affaires des postes respectifs; ils jouiront, pendant toute la durée de cette gestion temporaire, de tous les droits, prérogatives et immunités accordés aux titulaires.

ART. 8.

Les consuls généraux et consuls pourront, pour autant que les lois de leur pays le leur permettent, nommer, avec l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, des vice-consuls et agents consulaires dans les villes, ports et places compris dans leur arrondissement. Ces agents pourront être choisis indistinctement parmi les Belges, les Boliviens ou les citoyens d'autres pays. Ils seront munis d'une commission régulière et jouiront des privilèges stipulés dans cette convention en faveur des agents du service consulaire, en se soumettant aux exceptions spécifiées dans les articles 3 et 4.

ART. 9.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront le droit de s'adresser aux autorités administratives ou judiciaires, soit de l'État, de la province ou de la commune des pays respectifs, dans toute l'étendue de leur arrondissement consulaire, pour réclamer contre toute

lado General, Consulado, Vice-Consulado ó Agencia Consular de Bélgica ó de Bolivia ».

Podrán también enarbolar la bandera de su nación, excepto en la capital del país donde se encuentre una legación. Así mismo podrán enarbolar el pabellón nacional en el buque en que se trasladen al puerto para el ejercicio de sus funciones.

ART. 6.

Las cancillerías consulares serán en todo tiempo inviolables. Las autoridades locales no podrán ocuparlas bajo ningún pretexto. No podrán en ningún caso revisar ni apoderarse de los papeles cerrados. Las cancillerías no podrán en ningún caso servir de lugar de asilo y si un Agente del servicio consular se halla comprometido por otros asuntos, los papeles que se relacionen con el Consulado serán guardados separadamente.

ART. 7.

En caso de fallecimiento, de impedimento ó de ausencia de los Cónsules Generales, Cónsules Vice-Cónsules y Agentes Consulares sus cancilleres ó secretarios después que su carácter haya sido notificado al Ministerio de Relaciones Exteriores de Bélgica ó al Ministerio de Relaciones Exteriores de Bolivia, serán admitidos de pleno derecho á manejar *ul interim* los negocios de sus puestos respectivos; gozarán durante su gestión temporal de todos los derechos, prerogativas é inmunidades acordadas á los titulares.

ART. 8.

Los Cónsules Generales y Cónsules podrán en tanto que las leyes de su país les permitan, nombrar con aprobación de sus respectivos Gobiernos, Vice-Cónsules y Agentes Consulares en las ciudades, puertos y plazas comprendidas dentro de su jurisdicción. Estos agentes podrán ser elejidos indistintamente entre los Belgas, los Bolivianos ó los ciudadanos de otros países. Serán munidos de una patente regular y gozarán de los privilegios estipulados en esta convención en favor de los Agentes del servicio consular, sometiéndose á las excepciones especificadas en los artículos 3 y 4.

ART. 9.

Los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes Consulares tendrán el derecho de dirigirse á las autoridades judiciales ó administrativas sea del Estado, de la provincia ó de la comuna de los países respectivos en toda la extensión de su jurisdicción consular para reclamar contra toda

infraction aux traités ou conventions existant entre la Belgique et la Bolivie, et pour protéger les droits et les intérêts de leurs nationaux.

S'il n'était pas fait droit à leur réclamation, lesdits agents, en l'absence d'un agent diplomatique de leur pays, pourront recourir directement au Gouvernement du pays dans lequel ils exercent leurs fonctions.

ART. 10.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des deux Hautes Parties contractantes auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, dans leur demeure privée, dans celle des parties ou à bord des bâtiments, les déclarations des capitaines et équipages des navires de leur pays, des passagers qui se trouvent à bord et de tout autre citoyen de leur nation, d'y procéder à l'examen des papiers de bord, au visa ou à la délivrance du manifeste du chargement, ainsi qu'à toutes les formalités de nature à faciliter l'expédition des navires.

Lesdits agents auront, en outre, le droit de dresser, conformément aux lois et règlements de leur pays, dans leurs chancelleries ou bureaux, les actes de naissance, de reconnaissance d'enfant naturel, de mariage, de divorce et de décès concernant les citoyens de leur pays, ainsi que tous actes conventionnels passés entre des citoyens de leur pays et des citoyens ou autres habitants du pays où ils résident, et même tous actes de ces derniers, pourvu que ces actes aient rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartiendra le consul ou l'agent devant lequel ils seront passés.

Les expéditions, copies ou traductions des actes dressés et des déclarations reçues en vertu des dispositions du présent article feront foi en justice comme le feraient les originaux eux-mêmes dans les tribunaux de Belgique et de Bolivie, pourvu qu'elles soient dûment certifiées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, munies de leur cachet officiel et revêtues des légalisations nécessaires.

ART. 11.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs seront exclusivement chargés du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation, et connaîtront seuls de tous différends qui se seront élevés en mer ou s'élèveront dans les ports entre les capitaines, les officiers et les hommes de l'équipage, à quelque titre que ce soit, particulièrement pour le règlement des salaires et l'exécution des engagements réciproquement consentis.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée.

infracción á los tratados ó convenciones existentes entre Bélgica y Bolivia y para proteger los derechos é intereses de sus nacionales.

Si su reclamación no fuese atendida, dichos Agentes en ausencia de un Agente diplomático de su país podrán recurrir directamente al Gobierno del país en el cual ejercen sus funciones.

ART. 10.

Los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes Consulares de cada una de las Altas Partes Contratantes tendrán el derecho de recibir en sus cancillerías, en su domicilio privado, en el de las partes y á bordo de los buques las declaraciones de los capitanes acerca de la tripulación de los navios de su país, de los pasajeros que se encuentran á bordo y de todo otro ciudadano de su nación. Examinarán los papeles de abordó, extenderán los manifiestos y facilitarán la expedición del buque.

Dichos agentes tendrán, por otra parte, el derecho de levantar, conforme á las leyes y reglamentos de su país, en sus cancillerías ú oficinas, las actas de nacimiento, de reconocimiento de hijos naturales, de matrimonio, de divorcio y de los fallecimientos concernientes á los ciudadanos de su país, así como todos los actos civiles celebrados entre los ciudadanos de su país y los de los ciudadanos ú otros habitantes del país donde ellos residen, y aún los actos de estos últimos siempre que tengan relación con bienes situados ó negocios á tratar en el territorio de la nación á la cual perteneciere el Cónsul ó Agente ante el cual ellos se celebren.

Los certificados, copias ó traducciones de los actos dirigidos y de las declaraciones recibidas en virtud de las disposiciones del presente artículo harán fé en justicia como lo harían los originales mismos en los tribunales de Bélgica y de Bolivia siempre que ellos se hallen, debidamente certificados por los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules ó Agentes Consulares munidos de su sello oficial y revestidos de las legalizaciones necesarias.

ART. 11.

Los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes Consulares respectivos estarán exclusivamente encargados de mantener el orden interior á bordo de los navios de comercio de su nación y conocerán solos de todos los diferendos que surgieren en mar ó en los puertos entre los capitanes, oficiales y hombres de la tripulación por cualquier título y especialmente por el arreglo de salarios y ejecución de contratos recíprocamente consentidos.

Las autoridades locales no podrán intervenir más que cuando los desórdenes surgidos sean de naturaleza que turbe la tranquilidad y el orden público en tierra ó en el puerto ó cuando una persona del país ó que no forme parte de la tripulación se halle comprometida.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter tout appui aux consuls et vice-consuls ou agents consulaires, si elles en sont requises par eux, pour faire arrêter et conduire en prison tout individu inscrit sur le rôle de l'équipage, chaque fois que, pour un motif quelconque, lesdits agents le jugeront convenable.

ART. 12.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront faire arrêter les officiers, matelots et toutes les autres personnes faisant partie des équipages, à quelque titre que ce soit, des bâtiments de guerre ou de commerce de leur nation, qui seraient prévenus ou accusés d'avoir déserté lesdits bâtiments, pour les renvoyer à bord ou les transporter dans leur pays. A cet effet, ils s'adresseront, par écrit, aux autorités locales compétentes des pays respectifs et leur feront, par écrit, la demande de ces déserteurs, en justifiant, par l'exhibition des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage ou par d'autres documents officiels, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage.

Sur cette seule demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra leur être refusée, à moins qu'il ne soit dûment prouvé qu'ils étaient citoyens du pays où l'extradition est réclamée, au moment de leur inscription sur le rôle. Il leur sera donné toute aide et protection pour la recherche, la saisie et l'arrestation de ces déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de deux mois à partir du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Si le déserteur avait commis quelque délit, son extradition serait différée jusqu'à ce que le tribunal qui a droit d'en connaître, ait rendu son jugement et que celui-ci ait eu son effet.

ART. 13.

A moins de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, toutes avaries essuyées à la mer par les navires des deux pays, soit qu'ils abordent volontairement au port, soit qu'ils se trouvent en relâche forcée, seront réglées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires des pays respectifs.

Si cependant des habitants du pays ou des citoyens d'une tierce nation se trouvaient intéressés dans lesdites avaries et que les parties ne pussent s'entendre à l'amiable, le recours à l'autorité locale compétente serait de droit.

En todo otro caso las autoridades precitadas se limitarán á prestar apoyo á los Cónsules, Vice-Cónsules ó Agentes Consulares si son requeridos para arrestar y conducir á prision á todo individuo inscrito en el rol de la tripulación, cada vez que por cualquier motivo dichos Agentes lo juzgaren conveniente.

ART. 12.

Los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes Consulares podrán hacer arrestar á los oficiales, marineros y á toda otra persona que forme parte de la tripulación, á cualquier título que sea, de los navios de guerra ó de comercio de su nación que sean sindicados ó acusados de haber desertado de dichos navios, para volverlos á bordo ó trasladarlos á su país. A tal efecto se dirigirán por escrito á las autoridades locales competentes de los países respectivos y les harán también por escrito demanda de sus desertores, justificando con la presentación de los registros del buque ó del rol de la tripulación ó por otros documentos oficiales que los hombres que reclaman hacian parte de la tripulación aludida.

A tal demanda, así justificada, la entrega de los desertores no les podrá ser rehusada, á menos que se pruebe debidamente que eran ciudadanos del país donde la extradición se reclama al momento de su inscripción en el rol. Les será dada todá ayuda y protección para la busca, captura y arresto de estos desertores que serán detenidos y custodiados en las prisiones del país á la requisición y gastos de los Cónsules, hasta que hayan encontrado una ocasión para harcerlos partir. Sino se presentase esta circunstancia en el término de dos meses á partir del día del arresto, los desertores serán puestos en libertad y no podrán ser retenidos más por la misma causa.

Si el desertor hubiese cometido algún delito, su extradición será diferida hasta que el Tribunal competente haya dictado su sentencia y se haya llevado á debido efecto.

ART. 13.

A menos de estipulaciones contrarias entre los armadores, cargadores y aseguradores, todas las averias ocurridas en el mar á los navios de los dos países, sea que ellos arriben voluntariamente al puerto ó sea que se encuentren en descanso forzado, serán reglamentadas por los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes Consulares de los países respectivos.

Si los habitantes del país ó los ciudadanos de una tercera nación se encontrasen comprometidos en dichas averias y las partes no pudiesen entenderse amigablemente, será de derecho el recurso á la autoridad local competente.

ART. 14.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires belges naufragés sur les côtes de Bolivie et des navires boliviens sur les côtes de Belgique seront respectivement dirigées par les consuls généraux, consuls et vice-consuls de Belgique en Bolivie, et par les consuls généraux, consuls et vice-consuls de Bolivie en Belgique, et, jusqu'à leur arrivée, par les agents consulaires respectifs là où il existera une agence; dans les lieux et ports où il n'existerait pas d'agence, les autorités locales auront, en attendant l'arrivée du consul dans l'arrondissement duquel le naufrage aurait eu lieu et qui devrait être immédiatement prévenu, à prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Les autorités locales n'auront d'ailleurs à intervenir que pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

Il est bien entendu que ces marchandises ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient destinées à être livrées à la consommation dans le pays où le naufrage aurait eu lieu.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas n'occasionnera des frais d'aucune espèce, hors ceux auxquels donneraient lieu les opérations du sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

Les habitants du pays qui se trouveraient intéressés dans les objets sauvés pourront avoir recours à l'autorité locale compétente pour toutes les questions concernant la revendication, la remise ou la vente des dits objets ainsi que pour les dépenses de sauvetage et de conservation.

ART. 15.

En cas de décès d'un Belge en Bolivie ou d'un Bolivien en Belgique, les autorités locales compétentes doivent immédiatement en donner avis au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus rapproché de la nation à laquelle le défunt appartient; ceux-ci, de leur côté, devront donner le même avis aux autorités locales lorsqu'ils en seront informés les premiers.

L'autorité locale compétente complétera ledit avis par la remise d'une expédition en due forme et sans frais, de l'acte de décès.

En cas d'incapacité ou d'absence des héritiers ou d'absence des exécuteurs testamentaires, les agents du service consulaire, concurremment avec l'autorité locale compétente, auront le droit, conformément aux lois de leurs pays respectifs, de faire tous actes nécessaires à la conservation et à l'administration de la succession, notamment d'opposer et de lever les scellés, de former l'inventaire, d'administrer et de liquider la succession, en un mot de

ART. 14.

Todas las operaciones relativas al salvamento de los navios belgas naufragados en las costas de Bolivia y de los navios bolivianos sobre las costas de Bélgica, serán respectivamente dirigidas por los Cónsules Generales, Cónsules y Vice-Cónsules de Bélgica en Bolivia y por los Cónsules Generales, Cónsules y Vice Cónsules de Bolivia en Bélgica y hasta su arribo, por los Agentes Consulares correspondientes allí donde existiere una Agencia; en los lugares y puertos donde no existiere Agencia, las autoridades locales mientras el arribo del Cónsul en cuya jurisdicción hubiese tenido lugar el naufragio y que deberá ser inmediatamente notificado, tomarán todas las medidas necesarias para la protección de los individuos y conservación de los efectos del naufragio.

Las autoridades locales no podrán intervenir fuera de esto más que para mantener el orden, garantizar los intereses de los salvadores, si ellos son extraños á las tripulaciones naufragadas, y asegurar la ejecución de las disposiciones á observar para la entrada y salida de las mercaderías salvadas.

Es bien entendido que estas mercaderías no estarán sujetas á ningún derecho de aduana á menos que destinen al consumo en el país en que el naufragio hubiese tenido lugar.

La intervención de las autoridades locales en estos diferentes casos, no ocasionará gastos de ninguna clase, fuera de aquellos á que dieren lugar las operaciones de salvamento y conservación de los objetos salvados, así como á los gastos á que serian sometidos en caso parecido los navios nacionales.

Los habitantes del país que se encontrasen interesados en los objetos salvados podrán recurrir á la autoridad local competente para todas las cuestiones concernientes á la reivindicación, remisión ó venta de dichos objetos así como para los gastos de salvamento y conservación.

ART. 15.

En caso de fallecimiento de un Belga en Bolivia ó de un Boliviano en Bélgica, las autoridades locales competentes deben inmediatamente dar aviso al Cónsul General, Cónsul, Vice-Consul ó Agente Consular al más próximo de la nación á la cual el difunto pertenece; estos de su parte deben dar el mismo aviso á las autoridades locales cuando ellos sean los primeros en ser informados del suceso.

La autoridad competente completará dicho aviso por la remisión en debida forma y sin gastos del acta del fallecimiento.

En caso de incapacidad ó ausencia de los herederos ó ausencia de los ejecutores testamentarios, los agentes del servicio consular juntamente con la autoridad local competente tendrán derecho, conforme á las leyes de sus países respectivos, para ejecutar todos los actos necesarios á la conservación y administración de la sucesión, especialmente para fijar y levantar los sellos, formar el inventario, administrar y liquidar la sucesión, en una pala-

prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des intérêts des héritiers, sauf le cas où naîtraient des contestations, lesquelles devraient être décidées par les tribunaux compétents du pays où la succession est ouverte.

ART. 16.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

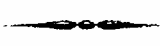
Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et restera obligatoire pendant dix ans à partir du jour de son entrée en vigueur.

Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention en double original, en français et en espagnol, et y ont apposé leurs cachets, à La Paz, le vingt et un août mil neuf cent onze.

(L. S.) Ch. LE VIONNOIS.

(L. S.) Claudio PINILLA.



bra, para tomar todas las medidas necesarias para resguardar los intereses de los herederos, salvo el caso de contiendas las cuales deberán resolverse por los tribunales competentes del país donde la sucesión se abra.

ART. 15.

La presente Convención será ratificada y las ratificaciones serán cambiadas tan pronto como sea posible.

La Convención se pondrá en vigor un mes después del cambio de las ratificaciones y permanecerá obligatoria durante diez años a partir del día de puesta en vigencia.

En el caso en que alguna de las dos Altas Partes Contratantes no hubiese notificado doce meses antes de la expiración del término su intención de hacer cesar los efectos de la Convención, ésta permanecerá obligatoria hasta la conclusión de un año a partir del día en que una u otra de las Altas Partes Contratantes hubiese notificado su expiración.

En fé de lo cual, los Plenipotenciarios han firmado la presente Convención, en doble ejemplar, en francés y español, y sellado con sus respectivos sellos, en La Paz, á veintiuno de Agosto de mil novecientos once.

(L. S.) Ch. LE VIONNOIS.

(L. S.) Claudio PINILLA.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 NOVEMBER 1912.

Wetsontwerp houdende goedkeuring van de Consulaire Overeenkomst,
op 21 Augustus 1911 tusschen België en de Republiek Bolivia
gesloten.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Naar 's Konings bevelen, heb ik de eer aan de Kamers ter behandeling bijgaand ontwerp van wet voor te leggen, waarbij wordt goedgekeurd de Consulaire Overeenkomst, op 21 Augustus 1911 tusschen België en de Republiek Bolivia gesloten.

Zooals vastgesteld werd in de Memorie van toelichting, die gevoegd was bij een dergelijk ontwerp van wet, hetwelk aan de vorige wetgeving onderworpen was, beoogt deze Overeenkomst de stellige bepaling van de rechten, voorrechten en vrijdommen van de agenten van den consulaire dienst der Verdragsluitende Partijen, alsmede van de verplichtingen welke hun in de beide landen zullen opgelegd zijn; zij luidt in denzelfden zin als de schikkingen van gelijken aard, in deze laatste jaren met andere Staten getroffen.

Ik vertrouw, Mijne Heeren, dat de Akte van 21 Augustus 1911 uwe goedkeuring zal verwerven.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

Projet de loi approuvant la Convention consulaire conclue, le 21 août 1911, entre la Belgique et la République de Bolivie.

Wetsontwerp goedkeurende de Consulaire Overeenkomst, op 21 Augustus 1911 tusschen België en de Republiek Bolivia gesloten.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention consulaire conclue, le 21 août 1911, entre la Belgique et la République de Bolivie sortira son plein et entier effet.

Donné à Ciergnon, le 10 novembre 1912.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet voor te leggen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De op 21^e Augustus 1911 tusschen België en de Republiek Bolivia gesloten Consulaire Overeenkomst zal hare volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Ciergnon, den 10 November 1912.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.

Le Ministre de la Justice,

H. CARTON DE WIART.

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

De Minister van Justitie,

OVEREENKOMST.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN

en

ZIJNE EXCELLENTIE DE PRESIDENT DER REPUBLIEK BOLIVIA,

gelijkelijk verlangende zoo breed en duidelijk mogelijk de wederkeerige wetten, voorrechten en vrijdommen der wederzijdsche consulaire agenten te bepalen, alsmede dezer ambt en de verplichtingen welke hun in de beide landen zullen opgelegd zijn, hebben beslist eene Consulaire Overeenkomst te sluiten en hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den heer CHARLES LE VIONNOIS, Zaakgelastigde van België bij de Regeering van Bolivia ;

ZIJNE EXCELLENTIE DE PRESIDENT DER REPUBLIEK BOLIVIA :

Z. E. den heer D^r CLAUDIO PINILLA, Lid van het Bestendig Hof van Scheidsgerecht te 's Gravenhage, Staatsminister bij het Departement van Buitenlandsche Betrekkingen ;

Die, na elkander hunne wederzijdsche volmachten te hebben medege-deeld, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen :

ARTIKEL EÉN.

Elke van beide Hooge Verdragsluitende Partijen stemt er in toe consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten toe te laten in alle havens en steden en op alle plaatsen, behalve daar waar zulke agenten bezwaarlijk toegelaten zouden kunnen worden.

Dit voorbehoud zal, echter, niet worden toegepast ten aanzien van eene der Hooge Verdragsluitende Partijen, indien het niet gelijkelijk geldt voor elke andere Mogendheid.

ART. 2.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten van

elke der beide Hooge Verdragsluitende Partijen zullen wederkeerig in de Staten der andere Partij al de voorrechten, vrijstellingen en vrijdommen genieten, welke aan de agenten van gelijken rang en van gelijke hoedanigheid van de meest begunstigde natie zijn toegekend. De bedoelde agenten moeten, vooraleer hun toegelaten wordt hun ambt waar te nemen en de daaraan verbonden vrijdommen te genieten, eenen aanstellingsbrief overleggen, opgemaakt zooals voorgeschreven is door de wetten van hun land. De inlandsche Regeering van elke der beide Hooge Verdragsluitende Partijen zal hun, zonder eenigerlei kosten, het exequatur afleveren dat noodig is tot waarneming van hun ambt, en, eens het exequatur verkregen, zullen zij de rechten, voorrechten en vrijdommen genieten, welke bij deze Overeenkomst worden toegekend.

ART. 3.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten, burgers van den Staat die hen heeft aangesteld, kunnen niet in hechtenis worden genomen, tenzij in geval van misdaad, als zoodanig door de plaatselijke wetgeving benaamd en bestraft; zij zullen vrijgesteld zijn van inkwartiering, van allen dienst, zoowel in de geregelde land- of zeemacht als in de nationale wacht, burgerwacht of militie; zij zullen eveneens vrij zijn van alle rechtstreeksche belastingen ten bate van den Staat, de provinciën of de gemeenten, en die op naamlijsten geheven worden, tenzij deze worden opgelegd uit hoofde van het bezit van onroerende goederen of op de interesten van een kapitaal, gebruikt in den Staat waar de bedoelde agenten hun ambt vervullen. Deze vrijstelling zal echter niet kunnen worden toegepast op de consuls-generaal, consuls, vice-consuls of consulaire agenten die enig beroep, eenige nijverheid of eenigen handel mochten drijven, daar de bedoelde agenten alsdan onderworpen moeten zijn aan de betaling van de lasten die elke andere vreemdeling, in dezelfde omstandigheden, verschuldigd is.

ART. 4.

Wanneer de rechters van een der beide landen eenige rechterlijke verklaring of getuigenis zullen te ontvangen hebben van eenen consul-generaal, eenen consul, eenen vice-consul of een consulairen agent, burger van den Staat welke hem heeft aangesteld, en die geenerlei handel drijft, zullen zij hem schriftelijk verzoeken vóór hen te verschijnen en, bij belet, zullen zij hem zijne schriftelijke getuigenis moeten vragen ofwel naar zijne woning of kanselarij moeten gaan, om ze mondeling te bekomèn.

De bedoelde agent zal aan die vraag zoo spoedig mogelijk moeten voldoen.

ART. 5.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten zullen boven de voordeur van hunne kanselarij een schild mogen plaatsen met het wapen van hunne natie, en een opschrift bevattende deze woorden : *Consulat général, Consulat, Vice-Consulat* of *Agence consulaire de Belgique* of *de Bolivie* (Consulaat-generaal, Consulaat, Vice-Consulaat of Consulair Agentschap van België of van Bolivia).

Zij zullen er ook het vaandel hunner natie mogen hijschen, behalve in de hoofdstad van het land, indien daar een Gezantschap gevestigd is. Zij zullen eveneens de nationale vlag mogen hijschen op de boot, die zij in de haven zullen nemen om hun ambt te vervullen.

ART. 6.

De consulaire kanselarijen zullen te allen tijde onschendbaar zijn. De plaatselijke overheid zal er onder geenerlei voordwendsel mogen binnendringen. In geen geval zal zij de papieren, die er berusten, mogen onderzoeken of in beslag nemen. In geen geval zouden de consulaire kanselarijen tot veilige wijkplaats mogen dienen, en, indien een agent van den consulaire dienst in andere zaken gewikkeld is, zullen de papieren, betreffende het consulaat, afzonderlijk worden bewaard.

ART. 7.

Bij overlijden, belet of afwezigheid van de consuls-generaal, consuls, vice-consuls of consulaire agenten, zullen hunne kanseliers of secretarissen, nadat hun officieel karakter zal zijn bekendgemaakt aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken in België of aan het Ministerie van Buitenlandsche Betrekkingen in Bolivia, met volle recht gemachtigd zijn tot tijdelijke waarneming van de zaken der posten; zoolang die tijdelijke waarneming duurt, zullen zij al de rechten, voorrechten en vrijdommen genieten, die aan de titularissen zijn toegekend.

ART. 8.

De consuls-generaal en consuls zullen, in zoover de wetten van hun land hun zulks toelaten, met de goedkeuring van hunne Regeering, vice-consuls en consulaire agenten mogen benoemen in de steden en de havens en op de plaatsen, binnen hunnen werkkring gelegen. Deze vertegenwoordigers zullen, zonder onderscheid, mogen gekozen worden onder de Belgen, de Bolivianen of de burgers van andere landen. Zij zullen van een behoorlijken aanstellingsbrief voorzien worden en zullen de in deze Overeenkomst ten

gunste van de agenten van den consulairen dienst bepaalde voorrechten genieten, mits zij zich onderwerpen aan de uitzonderingen, bij artikelen 3 en 4 omschreven.

ART. 9.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten zullen het recht hebben zich te wenden tot elke bestuurlijke of gerechtelijke overheid van den Staat, de provincie of de gemeente van de wederzijdsche landen, binnen de geheele uitgestrektheid van hun consulairen werkking, om te klagen over elke overtreding van de tusschen België en Bolivia vigeerende verdragen of overeenkomsten, en om de rechten en de belangen hunner landgenooten te beschermen.

Mocht hunne klacht niet aanhoord worden, dan zullen de bedoelde agenten, bij afwezigheid van een diplomatieken vertegenwoordiger van hun land, zich rechtstreeks mogen wenden tot de Regeering van het land waar zij hun ambt vervullen.

ART. 10.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten van elk der beide Hooge Verdragsluitende Partijen zullen het recht hebben in hunne kanselarij, in hunne bijzondere woning, in die der Partijen of aan boord van de vaartuigen, de verklaringen te ontvangen van den gezagvoerder en de manschap van de schepen van hun land, van de opvarende passagiers en van elken anderen burger hunner natie, er de scheépspapieren na te zien, de ladingsbrieven te teekenen of af te leveren, zoomede over te gaan tot al de formaliteiten die van aard zijn om de afzending der schepen te vergemakkelijken.

De bedoelde agenten zullen daarenboven het recht hebben in hunne kanselarij of hun kantoor, overeenkomstig de wetten en verordeningen van hun land, de akten op te maken van geboorte, van erkenning van een onecht kind, van echtscheiding en van overlijden, betreffende de burgers van hun land, evenals alle conventioneele akten verleden tusschen burgers van hun land en burgers of andere inwoners van het land waar zij verblijven, en zelfs alle akten van laatstgenoemden, mits deze akten betrekking hebben op goederen gelegen of op zaken te behandelen binnen het grondgebied van de natie, waartoe behoort de consul of de agent, ten overstaan van wien zij worden verleden.

De expeditiën, afschriften of vertalingen van de krachtens de bepalingen van dit artikel opgemaakte akten en ontvangen verklaringen zullen in rechten gelden evenzeer als zulks het geval zou zijn met de oorkonden zelven vóór de rechtbanken van België en van Bolivia, mits zij behoorlijk gewaarmerkt wezen door de consuls-generaal, consuls, vice-consuls of consulaire agenten en voorzien wezen van hun officieel zegel en van de noodige wettelijke bekrachtigingen.

ART. 11.

Alleen de wederzijdsche consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten zullen belast zijn met de handhaving der inwendige orde aan boord van de koopvaardijschepen hunner natie; zij alleen zullen kennis nemen van alle geschillen, die in zee zullen zijn ontstaan of die in de havens zullen ontstaan, onder de gezagvoerders, de stuurlieden en de manschap, om het even uit welke oorzaak, bijzonder voor de regeling van de loonen en voor de uitvoering van de wederzijds aangezane verbintenissen.

De plaatselijke overheid zal maar mogen tusschenbeide komen wanneer de ontstane wanorde van aard mocht zijn om de rust en de openbare orde aan land of in de haven te storen, of wanneer een persoon van het land of niet tot de manschap behorende, er in betrokken zal zijn.

In alle andere gevallen zal voormelde overheid hare bemoeiing niet verder drijven dan tot alle hulpverlening aan de consuls en vice-consuls of consulaire agenten, indien zij door dezen daartoe aanzocht wordt, om elken persoon, voorkomende op de monsterrol, te doen aanhouden en naar de gevangenis leiden, telkens als bedoelde agenten zulks om eene of andere reden gepast zullen oordeelen.

ART. 12.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten zullen de stuurlieden, matrozen en alle andere personen behorende, in welke hoedanigheid ook, tot de manschap van de oorlogs- of koopvaardijschepen hunner natie in hechtenis mogen nemen, als op hen de betichting of de beschuldiging weegt, dat zij van genoemde vaartuigen gedeserteerd zijn, om hen terug aan boord te zenden of naar hun land te vervoeren. Daartoe zullen zij zich schriftelijk wenden tot de bevoegde plaatselijke overheid van het land; zij zullen haar, schriftelijk, die deserteurs opvorderen en daarbij, door overlegging van de scheepsregisters of van de monsterrol ofwel door andere officieele stukken, het bewijs leveren dat de opgevorderde lieden tot die manschap behoorden.

Op die enkele aldus gestaafde opvordering, zal de overlevering der deserteurs hun niet geweigerd kunnen worden, tenzij het behoorlijk is bewezen dat zij, ten tijde hunner inschrijving op de rol, burgers waren van het land waar de uitlevering wordt gevorderd. Hun zal alle hulp en bescherming worden verleend voor de opzoeking, de inhechtenisneming en de aanhouding dier deserteurs, die zelfs, op de vordering en op de kosten der consuls, in de gevangenhuisen van het land gevangen gehouden en bewaakt zullen worden, totdat die agenten eene gelegenheid hebben gevonden om ze te laten vertrekken. Mocht deze gelegenheid zich, echter, niet voordoen binnen

eenen termijn van twee maanden, te rekenen van den dag der aanhouding, dan zouden de deserteurs op vrije voeten worden gesteld en, voor dezelfde zaak, niet meer aangehouden kunnen worden.

Mocht de deserteur eenig misdrijf begaan hebben, dan zou zijne uitlevering uitgesteld worden totdat de bevoegde rechtbank daarover heeft uitspraak gedaan en het vonnis zijne uitwerking heeft gehad.

ART. 13.

Tenzij bij andersluidende bepalingen tusschen de reeders, cargadors en assuradeurs, zal elke averij, op zee geleden door de schepen der beide landen, hetzij zij de haven uit vrijen wil aandoen, hetzij zij er uit nood verblijven, worden geregeld door de consuls-generaal, consuls, vice-consuls of consulaire agenten der wederzijdsche landen.

Indien nochtans inwoners van het land of burgers eener derde natie in de averij betrokken zijn en partijen niet in der minne kunnen overeenkomen, zoo zal het verhaal bij de bevoegde plaatselijke overheid een recht wezen.

ART. 14.

Al de verrichtingen betreffende de redding van de aan de kusten van Bolivia verongelukte Belgische schepen en van de aan de kusten van België verongelukte Boliviaansche schepen zullen wederzijds geleid worden door de consuls-generaal, consuls en vice-consuls van België in Bolivia en door de consuls-generaal, consuls en vice-consuls van Bolivia in België en, tot aan hunne komst, door de wederzijdsche consulaire agenten daar waar een agentschap bestaat; op de plaatsen en in de havens waar geen agentschap bestaat, zal de plaatselijke overheid, in afwachting van de komst van den consul binnen wiens werkkring het vaartuig is verongelukt en die dadelijk zal verwittigd worden, alle noodige maatregelen moeten nemen tot bescherming van de personen en tot bewaring van de zaken van het verongelukte vaartuig.

De plaatselijke overheid heeft overigens enkel op te treden om de orde te handhaven, om de belangen der redders te vrijwaren, indien dezen tot de manschap der verongelukte vaartuigen niet behooren, en om voor de uitvoering te zorgen van de bepalingen, welke hoeven in acht genomen ten opzicht van den in- en den uitvoer der geredde koopwaren.

Het zij wel verstaan, dat deze koopwaren aan geenerlei tolrecht zullen onderworpen zijn, tenzij zij bestemd zijn om verbruikt te worden in het land waar het vaartuig verongelukt is.

De tusschenkomst der plaatselijke overheid zal in die verschillende gevallen hoegenaamd geen kosten veroorzaken, buiten die waartoe de verrichtingen tot de redding en de bewaring der geredde voorwerpen mochten

aanleiding geven, alsmede die waaraan, in dergelijk geval, de inlandsche schepen zouden onderworpen zijn.

De inwoners van het land, die eenig belang mochten hebben in de geredde voorwerpen, zullen hunne toevlucht kunnen nemen tot de bevoegde plaatselijke overheid voor al de kwestieën betreffende de terugvordering, de terhandstelling of den verkoop van bedoelde voorwerpen, alsmede voor de uitgaven voor de redding en de bewaring.

ART. 15.

Bij overlijden van eenen Belg in Bolivia of van eenen Boliviaan in België, moet de bevoegde plaatselijke overheid daarvan dadelijk kennis geven aan den dichtstbij zijnden consul-generaal, consul, vice-consul of consulairen agent van de natie waartoe de overledene behoort; dezen zullen, hunnerzijds, dezelfde kennisgeving aan de plaatselijke overheid moeten doen, wanneer zij er het eerst van verwittigd worden.

Tot aanvulling van die kennisgeving, zal de bevoegde plaatselijke overheid kosteloos eene in behoorlijken vorm opgestelde expeditie van de akte van overlijden afleveren.

Bij onbekwaamheid of afwezigheid van de erfgenamen of bij afwezigheid van de uitvoerders van den laatsten wil, zullen de agenten van den consulairen dienst, samen met de bevoegde plaatselijke overheid, het recht hebben om overeenkomstig de wetten van hun land alle akten te doen die noodig zijn tot de bewaring en het beheer der nalatenschap, onder andere om de zegels te leggen en te lichten, de boedellijst op te maken, de nalatenschap te beheeren en te vereffenen, kortom om al de maatregelen te nemen, die noodig zijn tot vrijwaring van de belangen der erfgenamen, doch niet waar geschillen mochten ontstaan, in welk geval daarover moet beslist worden door de bevoegde rechtbanken van het land, waar de nalatenschap openvalt.

ART. 16.

Deze Overeenkomst zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen worden uitgewisseld zoo spoedig doenlijk.

Zij zal in werking treden eene maand na de uitwisseling van de akten van bekrachtiging en zal tien jaren lang van kracht blijven, te rekenen van den dag harer inwerkingtreding.

Ingeval geene van de beide Hooge Verdragsluitende Partijen, twaalf maanden vóór het vervallen van gezegd tijdsbestek, heeft kennis gegeven van haar voornemen om de uitwerking er van te doen ophouden, zal de Overeenkomst verbindend blijven tot één jaar verlopen is, te rekenen van den dag waarop de eene of de andere der Hooge Verdragsluitende Partijen ze zal hebben opgezegd.

Ten blyke waarvan de Gevolmachtigden deze Overeenkomst in tweevoud hebben onderteekend, in het Fransch en in het Spaansch, en van hun zegel voorzien, te La Paz, den een-en twintigsten Augustus negentienhonderd en elf.

(H. Z.) (*Onderteekend*) Ch. LE VIONNOIS.

(H. Z.) (*Onderteekend*) Claudio PINILLA.

